



Dans ce numéro :

- **L'indispensable campagne des anticapitalistes**
- **« Produire en France », TVA sociale, course à la compétitivité, le protectionnisme ouvert ou masqué, une arme contre les travailleurs**

L'indispensable campagne des anticapitalistes

La campagne pour la présidentielle vient de franchir une nouvelle étape après le meeting du Bourget de François Hollande et son passage à « *Des paroles et des actes* » ainsi que la prestation télévisée, sur 9 chaînes, le 29 janvier, de Sarkozy. Elle est dominée par le développement de la crise qui oblige chaque candidat à se déterminer en fonction des réponses qu'il prétend y apporter. Le débat entre Hollande et le non-candidat tourne à une incompréhensible bataille de chiffres et de fiscalité, l'un et l'autre étant bien incapables de définir la différence entre leur politique. Tous les deux se plient à la lutte contre les déficits par la rigueur et l'austérité. Hollande fait même du zèle en annonçant que, lui président, le déficit budgétaire sera résorbé d'ici à la fin de son quinquennat ! Les deux vantent la même potion, l'austérité et la compétitivité pour relancer la croissance. L'atout de Hollande est la panique de Sarkozy et des siens qui les entraîne irrésistiblement dans une fuite en avant dont on voit mal quelle pourrait en être l'issue, si ce n'est l'effondrement du président-candidat. L'idée est évoquée dans les rangs mêmes de l'UMP et Bayrou comme Le Pen en font le centre de leur stratégie.

La panique cherche à se cacher derrière les rodomontades et le bluff, les agressions que deux attaques phares de Sarkozy incarnent tout particulièrement, la TVA sociale et les accords de compétitivité. La première représente un transfert de richesse de 13 milliards d'euros de la poche des salariés dans celle des patrons sans parler des conséquences d'une probable hausse des prix, sans que rien ne puisse démontrer l'efficacité d'une telle mesure du point de vue de ses prétendus objectifs. La deuxième est une attaque en règle contre le droit du travail qui donne tous les moyens aux patrons d'imposer par le chantage à la fermeture ou à la délocalisation des accords défavorables tant en matière de temps de travail que de rémunération. Le droit du travail n'est plus une garantie ni une protection pour les salariés.

Sur le plan des sondages, Hollande bénéficie pleinement, malgré le vide de son discours, de la stratégie de Sarkozy qui tente de masquer sa déroute par la surenchère contre les travailleurs et la population.

Bayrou, de son côté, rêve de tirer son épingle du jeu de cet affrontement Hollande-Sarkozy mais sans autre politique que de faire lui aussi dans l'austérité et le « produire français » sans grande chance de convaincre. Et au final, dans cette course à l'austérité, à la compétitivité et au produire en France, la gagnante pourrait bien être Marine Le Pen dont personne ne peut exclure aujourd'hui qu'elle devance Sarkozy au premier tour. Il y a là un effet quasi mécanique des surenchères de Sarkozy, de ses incohérences, des reniements de tout ce qui avait été ses promesses en 2007. Marine le Pen vient même de redécouvrir « *la valeur travail* » ! Pour attirer les déçus de Sarkozy, elle reprend en encore plus démagogique et cynique la campagne de 2007 de ce dernier sans craindre d'aller jusqu'au bout du nationalisme en prônant la sortie de l'euro et la « préférence nationale ». Elle mise sur l'approfondissement de la crise de l'Union européenne.

Ces surenchères réactionnaires comme les ambiguïtés de Hollande contribuent à créer une dynamique en faveur du Front de gauche et de son candidat Mélenchon qui se positionnent contre les politiques d'austérité sans que les

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

candidatures anticapitalistes et révolutionnaires parviennent, pour le moment, à capter une fraction significative du monde du travail et de la jeunesse. Sur le fond, cela s'explique par le fait que les propres ambiguïtés de Mélenchon lui donnent paradoxalement une crédibilité plus grande dans la mesure où la grande majorité des travailleurs n'imaginent pas encore que la seule issue de la crise soit une rupture radicale avec le système. D'une certaine façon, comme le Parti communiste dans le passé et en usant du même nationalisme, Mélenchon joue de cette contradiction en combinant un langage radical avec une politique qui s'inscrit dans le cadre institutionnel, celle de la victoire d'une gauche dont il serait l'axe dominant. Mais pas plus que la politique du PC dans le passé, celle du Front de gauche aujourd'hui n'offre une réelle perspective. Celle-ci ne peut s'articuler qu'autour d'une démarche qui lie la défense des travailleurs et de la population face à l'offensive des classes dominantes à la mobilisation de ces derniers pour imposer des mesures radicales contre les banques et le patronat qui impliquent l'annulation de la dette et la conquête de la démocratie, l'institution d'un gouvernement s'appuyant sur l'organisation de la population pour imposer ces mesures dans le cadre de la construction d'une autre Europe.

C'est bien pourquoi il est indispensable que dans cette campagne nous réussissions à faire entendre la voix des anticapitalistes, une voix qui défende notre programme, nos perspectives tout en étant capable de militer pour la plus large unité afin de mettre dès maintenant en échec les attaques de Sarkozy et de son gouvernement. C'est la politique que défendent Philippe Poutou et le NPA.

Il ne s'agit pas de mener une campagne simplement propagandiste ou protestataire mais d'agir, aussi minoritaire que nous soyons dans le pays, pour contribuer à ce que, sans attendre, le monde du travail soit à même d'engager une contre-offensive. Cela implique qu'une voix dise clairement que ce ne sont pas les élections qui, fondamentalement, changeront le rapport de force. Elles peuvent certes y contribuer, mais à condition qu'un courant dise que ce ne sont pas elles qui changeront les choses mais bien la mobilisation et l'organisation du monde du travail. Certes, d'une certaine façon, la campagne du Front de gauche y contribue mais elle contribue encore plus à entretenir des illusions sur la vertu du bulletin de vote, la révolution citoyenne, la révolution dans les urnes.

Pour certains, toute politique qui ne s'inscrit pas dans celle de la gauche libérale ou antilibérale serait condamnée à « *la marginalité et à l'isolement* ». Le passé tant de 2002 que de 2007 est là pour prouver l'inverse. La campagne du NPA n'est pas exempte de critiques, de faiblesses, mais l'urgence est de la renforcer et d'abord de nous donner les moyens de surmonter la censure institutionnelle à laquelle les directions des partis de cette gauche participent, l'obstacle des 500 signatures.

La période que nous traversons bouscule les rapports politiques, exige de l'extrême gauche qu'elle trouve la force collective pour gagner en crédibilité, cesser d'être une simple opposition critique de la gauche, la gauche de la gauche, pour devenir une réelle force agissante au sein du monde du travail. Pour cela, il est nécessaire que nous soyons présents dans la campagne présidentielle. Il n'y a pas d'autre voie pour préparer l'après 2012, quand probablement la gauche libérale sera aux affaires pour mettre en œuvre sa politique de lutte contre les déficits au détriment du monde du travail. Oui, il faut battre Sarkozy et sa politique mais sans la moindre confiance en François Hollande, cela veut dire concrètement travailler au regroupement des anticapitalistes pour jeter les bases d'un véritable parti d'opposition ouvrière et populaire à toute politique d'austérité.

Yvan Lemaitre

Au sommaire

« Produire en France », TVA sociale, course à la compétitivité, le protectionnisme ouvert ou masqué, une arme contre les travailleurs

Lors de son interview télévisée de dimanche, Sarkozy n'a pas manqué de rappeler, faisant référence aux ouvrières de Lejaby jetées à la rue par la fermeture de leur entreprise, que le combat contre les « *délocalisations* » était une de ses priorités... Le 19 janvier dernier, en route pour Lyon présenter ses vœux aux « forces vives de la nation », il avait fait un arrêt à l'usine Seb de Pont-l'Évêque, en Isère, le temps d'affirmer devant les salariés : « *Il faut à tout prix garrotter la perte du sang industriel de la France* »... La cause de cette hémorragie ? « *Le premier problème économique de la France porte un nom : la délocalisation.* » Le remède ? « *... alléger le coût du travail pour que la France reste une terre de production* » et, concrètement : « *... enlever des charges sur le travail [...] pour les transférer sur d'autres recettes* »...

Ce raisonnement a l'avantage de la simplicité... et donne en raccourci le fond de la politique de Sarkozy alors que la crise et la récession font de nouveau exploser le chômage. Après avoir mis en route deux plans de rigueur sous prétexte de combattre les déficits, il en lance maintenant un troisième prétendant s'en prendre au problème de l'emploi par le biais de la compétitivité des « entreprises françaises »...

Il n'est pas le seul à enfourcher le vieux canasson du protectionnisme. Pour Bayrou, qui vient de présenter son programme, « *réarmer la France* » sur le plan industriel passe une « *stratégie [qui] ne peut être basée que sur le produire en France* »... Hollande y est allé de son « *patriotisme économique* », alors que Montebourg s'est fait le champion de la « *démondialisation* ». Mélenchon est lui aussi favorable à un protectionnisme, mais aux frontières de l'Europe. La palme revient bien évidemment aux souverainistes de droite et d'extrême droite, telle M. Le Pen qui, poussant la logique jusqu'au bout, n'hésite pas à claironner, au nom d'un « *protectionnisme économique et social* » : « *vous vendez en France, alors vous produisez en France* » !

Face à la crise politique et sociale qui s'aggrave, tous les postulants à la gestion des affaires de la bourgeoisie nous servent, avec des nuances, un discours qui vise à donner l'illusion qu'ils sont en mesure de « *faire quelque chose* » contre les conséquences dramatiques de la crise et de leur politique, qui touchent aussi bien les travailleurs que toute une frange du patronat poussée vers la faillite par la récession. Ils voudraient faire croire qu'assurer de bonnes conditions de concurrence à la bourgeoisie « nationale » par la baisse du coût du travail, voire par une protection douanière, permettrait de mettre fin aux délocalisations, assurerait la ré-industrialisation, ferait reculer le chômage...

Le protectionnisme au mieux une illusion au pire une régression

Sur la base des bouleversements de trente ans de mondialisation, une nouvelle division internationale du travail s'est imposée, et il est illusoire de penser y mettre fin par quelques mesures protectionnistes, aussi radicale soit leur formulation. Avec son slogan « *vous vendez en France, alors vous fabriquez en France* », M. Le Pen va pourtant jusqu'au bout, aussi absurde que démagogique, de cette logique : la perspective d'une économie vivant en autarcie, fantasme maladif d'une « nation souveraine » au sein de laquelle, sous la protection d'un « État fort », ouvriers et patrons « français » vivraient en harmonie... à condition toutefois que ces derniers soient débarrassés de toutes les contraintes légales qui protègent encore un tant soit peu les travailleurs. L'harmonie sociale que promet Le Pen est plus qu'une imposture, la garantie d'une aggravation sans précédent, pour les classes populaires, de la régression sociale et démocratique.

Et ça n'est pas cela qui pourrait mettre un terme à la concurrence entre les travailleurs et qui est inhérente au capitalisme lui-même.

Cette concurrence existe en permanence et partout, à l'échelle internationale comme nationale, ou au sein d'une entreprise. Elle tient au fait que, dans le cadre du capitalisme, la force de travail est une marchandise dont le prix, le salaire, est l'objet d'une transaction entre salariés et patrons. Et que, comme dans tout marché, la loi de l'offre et de la demande pèse lourdement sur la négociation... La pression du chômage, de ce que Marx appelait « *l'armée de réserve du capital* », est une arme au service du patronat et des gouvernements à leur botte dans la lutte permanente qu'ils mènent pour baisser le « *coût du travail* », casser toutes les protections sociales et juridiques qui peuvent y faire obstacle.

Le seul moyen, pour les travailleurs, de faire face aux méfaits de cette concurrence est leur solidarité de classe, le rapport de force qu'ils sont en mesure d'imposer, collectivement, dans la guerre que leur livre la bourgeoisie.

C'est de ce point de vue qu'il faut juger la focalisation de la propagande actuelle sur les délocalisations et le protectionnisme.

Poser les délocalisations comme « *le premier problème économique de la France* » a surtout pour fonction de tenter de justifier de nouvelles attaques sociales, de détourner le mécontentement sur un faux problème. En réalité, selon l'INSEE (2010), si les délocalisations sont responsables de 7% des suppressions d'emplois sur la période 2001-2005, les gains de productivité en ont causé 13 fois plus. Grâce aux progrès techniques mais aussi à l'aggravation des conditions d'exploitation sous la pression du chômage, la même production est assurée par toujours moins de salariés au prix d'une intensification du travail.

La cause principale, et de loin, des suppressions d'emplois n'est pas dans les délocalisations, mais bien dans la guerre de classe menée par le patronat avec la complicité active du gouvernement pour faire en sorte que les gains de productivité servent à aggraver les conditions d'exploitation, à gonfler les profits. Cela suffit à juger de l'hypocrisie de tous ceux qui, comme Sarkozy, prétendent vouloir en finir avec le chômage en luttant contre les délocalisations... les mêmes qui n'hésitent pas, par ailleurs, à inviter des entreprises étrangères à s'installer en France.

La propagande protectionniste de Sarkozy n'est qu'une nouvelle façon de tenter d'amuser la galerie tandis qu'il nous sert une nouvelle série de « réformes » dont le produit-phare est la TVA sociale...

« L'arnaque » de la TVA sociale

Sarkozy doit en même temps faire face aux conséquences financières et économiques de la crise et à ses conséquences politiques, en particulier celles créées par un chômage reparti à la hausse. Pas question pour lui de renoncer à ce qui est son véritable mandat : servir coûte que coûte les intérêts des plus riches, des couches supérieures de la bourgeoisie financière et des grands actionnaires des multinationales ; pas question non plus de renoncer à en faire payer la facture par la population. Alors, il tente de dévoyer la colère des salariés touchés par la récession, par le chômage, en reprenant un discours protectionniste dont il ne croit pas un mot, avec l'espoir que cela l'aidera à faire avaler sa nouvelle potion magique.

Le « raisonnement » par lequel il justifie la mise en place de la « TVA sociale » vaut le détour : baisser les charges patronales pour augmenter la productivité du travail agirait contre les délocalisations, car en diminuant le coût de production des produits, cela favoriserait les exportations et inciterait donc les entreprises à rester en France, et même, pour celles qui seraient parties, à se relocaliser... Le manque à gagner que produiront ces nouvelles baisses de charges patronales sur les caisses de protection sociale sera compensé par une hausse de la TVA. Mais... miracle ! Cette hausse de la TVA aura un effet protectionniste sur les productions françaises : sur le marché intérieur, du fait de la concurrence, elle n'entraînera aucune augmentation des prix de marchandise puisque le coût du travail aura baissé... Par contre les marchandises importées, dont les coûts de production n'auront pas baissé, verront automatiquement leur prix d'achat augmenter, et seront donc moins compétitives... CQFD.

Voilà donc comment Sarkozy compte « garrotter la perte de sang industriel de la France », du moins c'est ce qu'il voudrait nous faire croire. Les résultats garantis de cette nouvelle escroquerie, c'est, au nom de la protection des « emplois » et de la « compétitivité », un nouveau transfert de richesses des poches des contribuables vers celles des patrons, une nouvelle étape dans la casse de la protection sociale, et une augmentation généralisée des prix.

C'est un cran de plus dans l'offensive menée par le patronat et le gouvernement contre les travailleurs, la poursuite de la politique que mènent Sarkozy et les autres dirigeants depuis des mois sous couvert de sauver l'Europe et sa monnaie de la crise que les frappe et ne fait en réalité que l'aggraver.

L'Europe des banques au cœur de la crise

Les replis nationalistes trouvent leur aliment dans la crise sociale et politique générée par la situation économique et financière de l'Union européenne. Cette dernière se trouve, depuis le début de 2010, au centre d'une crise de la dette publique qui, loin de se résorber, tend au contraire à s'étendre à d'autres zones économiques, alors que l'économie entre à nouveau en récession.

Les rapports de divers organismes internationaux, OCDE, FMI, se succèdent, pointant une dégradation des perspectives de croissance pour l'Europe, et de forts risques d'extension à l'ensemble de l'économie mondiale. En France, le gouvernement vient de réduire de 1 à 0,5 % les hypothèses de croissance du PIB pour 2012. Le Portugal vient de rejoindre la Grèce au cœur de la crise de la dette...

Tous les discours par lesquels Sarkozy et Merkel ont prétendu, au fil des sommets, avoir sauvé l'Europe et l'euro se révèlent pour ce qu'ils sont : du baratin destiné à justifier leur politique de cadeaux à la finance et au patronat, et d'austérité pour les populations. Un bluff bien incapable de masquer le caractère de classe de leur politique et leur impuissance à mettre un coup d'arrêt à la crise.

Les partis souverainistes, tel le Front National, cherchent à exploiter la révolte et le désarroi que suscite cette situation pour se faire une place à la mangeoire du pouvoir en vendant leur camelote nationaliste, la fin de l'Europe, le retour aux monnaies nationales, le repli au sein des vieilles frontières... Comme nous l'avons dit plus haut, dans le contexte de la division internationale du travail qui s'est mise en place au cours de trente années de mondialisation libérale, prétendre que le retour au cadre étroit d'une économie nationale se traduirait par un progrès économique et social est une imposture. Incapable de résoudre le moindre problème auquel se trouvent confrontées les classes populaires, un tel retour en arrière constituerait un réel recul économique, social et démocratique.

Et il ne pourrait en aucun cas constituer une issue à l'impasse économique et politique à laquelle se trouve confrontée l'Union européenne des multinationales et des banques. Le fait que l'Europe soit actuellement le maillon faible de l'économie mondiale, l'épicentre de la crise, provient pour une grande part de l'incapacité de la bourgeoisie européenne à dépasser ses rivalités nationales pour construire l'État central dont elle aurait besoin pour faire face à la concurrence internationale.

Avec la crise, l'exacerbation de la concurrence, l'absence d'un tel État agit comme une force centrifuge : à défaut de trouver au niveau européen le soutien qu'il lui faut face à la concurrence internationale, toute une fraction de la bourgeoisie cherche ce soutien dans « son » État national, menaçant la zone européenne d'éclatement, l'euro d'effondrement.

Ces contradictions politiques qui traversent l'Union européenne se reflètent dans le double discours que tiennent les dirigeants européens, qu'ils soient de droite ou de gauche, tentant de dévoyer la contestation sociale et politique par leur propagande protectionniste pour mieux assurer leur mission imprescriptible : en tant que représentants politiques de l'Europe des multinationales et des banques, maintenir autant que faire se peut la cohésion de l'Union européenne et sa monnaie. Une politique qui ne fait qu'accentuer la contradiction, souligner leur impuissance à y apporter une réponse, à la dépasser.

Le libéralisme mondialisé, point de départ de la transformation révolutionnaire

Au fil des étapes de la construction européenne, des structures de production et d'échange se sont développées, ont largement débordé le cadre des frontières nationales, constituant une entité économique nouvelle, européenne, dotée d'une monnaie... mais sans véritable État. Ces structures constituent un point d'appui pour dépasser ce projet d'Europe

libérale que la bourgeoisie s'avère incapable de mener à son terme, par la construction d'une Europe de la coopération entre les peuples.

Le libéralisme mondialisé a contribué à mettre en place, en Europe comme dans le monde entier, en développant une classe ouvrière nombreuse et moderne, les moyens d'une coopération internationale des travailleurs. Cette production globalisée, les progrès techniques considérables, en particulier en termes de productivité et de communication, sur lesquels elle repose, permettraient de satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité tout en assurant une baisse du temps de travail. Mais entre les mains de la poignée d'oligarques financiers qui dirigent l'économie mondiale, ces progrès se transforment en leur contraire. La coopération devient concurrence, protectionnisme ; les gains de productivité poussent les uns au chômage tandis que d'autres sont surexploités. Des milliers de milliards partent en fumée dans « l'industrie de la dette », la spéculation. La crise accentue tout cela, et révèle l'incapacité de la bourgeoisie à faire face à ses propres contradictions.

« Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemblent au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionne l'existence de la bourgeoisie et sa domination. [...] Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. » écrivaient Marx et Engels en 1848 dans le *Manifeste du parti communiste*.

Mais, ajoutaient-ils : *« la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort, elle a aussi créé ceux qui porteront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires »*. Et c'est bien entre les mains des travailleurs que repose le seul moyen de sortir le monde de l'impasse économique, sociale et politique dans laquelle l'enferme la soumission à la logique des marchés et de la concurrence, à ceux qui détiennent la propriété des capitaux.

Seuls les travailleurs ont les moyens, par leurs luttes, de mettre fin à cette mainmise du capital sur l'ensemble des activités de la société, de remplacer un système de production et d'échanges organisé dans la seule perspective des profits par une planification de la production, seule capable de répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

Une telle planification ne consistera bien évidemment pas à instaurer un fonctionnement autarcique de la zone économique sur laquelle elle s'établira. L'économie planifiée, construite sur la base de l'économie existante, devra nécessairement continuer à échanger avec le reste du monde, se confronter au capitalisme dans une lutte qui ne sera pas que politique mais aussi économique pour démontrer la supériorité de l'organisation collective et démocratique de la production et des échanges, saper les bases de la concurrence par la coopération.

La révolution russe de 1917 avait été contrainte, du fait de son isolement et de l'arriération de son économie, ruinée de surcroît par des années de guerre, d'instaurer un monopole du commerce extérieur dont le but était de compenser les déséquilibres dans les échanges internationaux résultant des écarts de productivité. C'était une mesure politique adaptée à des circonstances particulières, en aucun cas une composante indissociable de l'économie planifiée elle-même. Un tel dispositif protectionniste ne serait certainement pas nécessaire aujourd'hui, du fait, entre-autres, que la globalisation des moyens de production et d'échange résultant de trente années de mondialisation a considérablement réduit les écarts de productivité entre les divers pays industriels, qu'ils soient anciens ou émergents, et a créé des interdépendances entre les peuples telles qu'il n'est pas possible de revenir en arrière. Cette interdépendance fonde la perspective d'un développement rapide d'un processus révolutionnaire qui ne pourra rester enfermé dans les frontières d'un pays voire d'un continent. Une transformation révolutionnaire, ici, ne pourra être qu'européenne. Et par ailleurs cette interdépendance est la base même de la coopération entre les peuples pour rompre avec le gaspillage de la concurrence généralisée.

La véritable protection de l'économie planifiée par rapport aux économies de marché qui l'entoureront sera sa capacité à développer la productivité du travail tout en assurant la satisfaction des besoins des populations et en allégeant la part de travail de chacun. Débarrassées des coûts exorbitants du capital, du gaspillage lié à la concurrence, à la spéculation, les richesses produites par le travail pourront être entièrement consacrées à l'amélioration des conditions de travail et à la satisfaction des besoins, dans le respect de l'environnement. L'économie planifiée n'aura aucun mal à démontrer sa supériorité sur l'économie de marché, devenant ainsi une arme dans le combat pour l'émancipation des travailleurs dans les autres pays, une « épidémie » qui pourrait se propager bien plus vite qu'on ne croit. Elle se tournera vers les pays pauvres offrant aide et coopération à la place du pillage et de la corruption, des relations démocratiques et respectueuses de l'indépendance en rupture avec la dictature tant du capital que de ses représentants locaux.

Répartition du travail entre tous !

Le chemin vers une telle société, vers le socialisme, commence avec la lutte des travailleurs pour apporter, avec leurs propres armes de classe, leurs réponses aux attaques dont ils font l'objet. La première des réponses à la question de « l'emploi », c'est celle qu'apportent les travailleurs directement confrontés à des licenciements, quel qu'en soit le prétexte, délocalisations, restructurations, faillites... Et de ce point de vue, nous ne pouvons qu'être solidaires des travailleurs, qui, comme à Lejaby, demandent l'interdiction de la délocalisation de leur entreprise.

Mais la lutte contre le chômage exige des revendications plus générales, s'appuyant sur des mobilisations dépassant le cadre de la lutte des travailleurs d'une entreprise. A la propagande de ceux qui prônent la protectionnisme au nom de la défense de l'emploi, qui prétendent « relocaliser » les industries comme si les salariés d'un endroit ne pouvait avoir un travail qu'au détriment d'autres travailleurs, nous opposons notre exigence de la garantie d'un travail et d'un salaire pour tous. Cette exigence passe par la mise en place d'une échelle mobile des heures de travail, la répartition du travail entre tous. Il est temps que les gains de productivité cessent de gonfler les profits et de démultiplier les rangs des chômeurs, il est temps qu'ils reviennent aux travailleurs en diminuant leur temps de travail.

Ce combat contre les licenciements, pour mettre fin au chômage, s'inscrit dans le cadre d'une perspective politique globale, associant les luttes pour les exigences sociales à celles pour la prise de contrôle du système financier et pour un pouvoir qui soit réellement celui des travailleurs. Le combat pour une autre société, le combat pour le socialisme, pour la construction d'une Europe des travailleurs.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)